

LES BONNETS ROUGES

JOURNAL DES ÉLUS

Frankiz
BREIZH

DU PAYS DE BREST

SPECIAL BREST

NUMERO 5 - Décembre 1996

BREST DEBOUT !

Depuis plus de trois cents ans, Brest assume une mission de défense qui lui est imposée par l'Etat français.

Les chiffres sont éloquentes : ici la Défense nationale mobilise 35 000 personnes (Marine, DCN, sous-traitance et fournisseurs, pôle électronique) et la rade abrite 90% de la force de dissuasion nucléaire. Au delà de Brest, c'est en fait toute la Bretagne qui subit cette militarisation forcée : un salarié breton sur cinq travaille pour la défense contre un salarié sur dix-sept dans l'ensemble de la France.

Pendant trente-cinq ans, l'idée gaullienne de l'indépendance passant par l'autonomie totale de fabrication d'armes, l'industrie de défense a pu paraître à nos élus une manne inestimable. A marée haute, ils confondaient monoculture industrielle et vocation militaire. Car ils y croyaient à cette foutue vocation ! Enfin, disons qu'ils avaient l'air d'y croire : c'était plus facile que d'imaginer autre chose ; de toute manière, l'activité était là, et le fameux dogme de l'indépendance était pour l'emploi local, une véritable bénédiction.

La chute du mur de Berlin marquant la fin de la course folle au surarmement, a été suivie d'effets dans toute l'Europe. En France, non. En France, à l'irresponsabilité des gouvernements successifs, à l'inertie des industriels, s'est ajoutée celle de l'Etat, leur principal client et bien souvent leur actionnaire. Certes, l'Etat a réduit son effort militaire, mais de manière marginale, par à-coups, sans planification à long terme. Aujourd'hui, il restructure à marche forcée, sans véritable programme de reconversion.

Certes, il fallait restructurer et ce qui choque c'est, autant que la brutalité des mesures, le réflexe de dépendance des parlementaires bretons qui attendent tout du ciel.

Il ne suffit pas de dire : "Non au plan Millon". Sans doute faut-il avoir l'aplomb d'être optimiste, ou, tout au moins, volontariste. Oui, l'Etat doit à Brest des compensations, ne serait-ce que parce qu'elle a déjà payé de sa destruction, sa fonction stratégique. Mais encore faut-il que ces compensations viennent en appui de l'imagination, de l'audace, du risque, de la capacité des Brestoises à regarder ailleurs, à tenter autre chose, à ouvrir d'autres pistes.

Brest a des atouts et l'exploitation de ceux-ci peut ouvrir à la ville et à toute sa région un développement durable ; télécommunications, informatique-électronique, sciences et techniques de la mer, biotechnologies et agro-alimentaire, pôle mécanique : du croisement de ces compétences doivent naître de nouvelles idées, de nouveaux produits, de nouveaux process industriels.

Brest a des capacités et un outil industriel de qualité. La DCN et les sous-traitants auxquels elle fait appel, savent développer des savoir-faire complexes ; de multiples champs d'activités restent à explorer : plasturgie, composites, équipements pour l'agro-alimentaire... Des espoirs sont en train de naître sur le marché de la maintenance et de la refonte des plates-formes pétrolières off-shore, un marché mondial gigantesque (2000 milliards de dollars) impossible à attaquer sans le potentiel de la DCN ; un tel projet pourrait créer un début de rééquilibrage en créant quelque 600 emplois.

Pour réussir cela, il faut de la souplesse, et la DCN a encore beaucoup à apprendre dans ce domaine. A une époque de mondialisation de la concurrence, seul peut subsister celui qui s'adapte en permanence. Parlant du défi de la compétitivité, Martin Bangermann, membre de la commission européenne, affirme qu' "à l'avenir seul réussira celui qui pourra rassembler, traiter et exploiter le plus vite possible des informations sur les nouveaux marchés, les inventions, les procédés et produits nouveaux, ainsi que les offres et les prix des fournisseurs, de même que les besoins des clients potentiels".

Une telle aptitude ne se décrète pas depuis Bruxelles ; elle est cependant à la portée de ceux qui sont capables d'imaginer leur avenir autrement qu'en répétant ce qui se fait ici depuis trois cents ans. Pourquoi Brest ne pourrait-elle pas faire aussi bien que Brême qui, en cinq ans, a reconverti dans des productions civiles plus de la moitié de ses emplois perdus suite aux réductions de crédits militaires ?

Breizh war-zao !

CONSTRUIRE DES CONTRE-MODELES"

Yves Le BAHY, géographe à l'Université de Bretagne Sud, était le 25 octobre dernier à Brest pour une conférence sur "Brest et la vocation maritime de la Bretagne".

Les Bonnets Rouges : Quelle chance peuvent avoir Brest et la Bretagne dans la situation économique actuelle ?

Yves Le Bahy : Je voudrais faire deux remarques préliminaires; Tout d'abord, il faut mener la réflexion au niveau de l'Europe, car les dysfonctionnements y sont nombreux. Le modèle de développement actuel est périmé, et la logique de métropolisation n'a plus de sens. Par ailleurs, le schéma de pensée sur le développement et l'aménagement de l'espace nous est imposé de l'extérieur. Il faut construire des contre-modèles, et favoriser un développement auto-centré. En clair, ne compter que sur nos propres forces pour s'en sortir. Et c'est le moment d'agir.

Les Bonnets Rouges : Pourquoi ?

Yves Le Bahy : La grande contradiction, c'est que si l'Europe a créé son développement à partir de la mer, en déplaçant le centre de ses activités vers l'Est, elle accentue sa continentalité et se coupe de son élément vital. L'Europe est une puissance qui dépend de la mer à 85% pour ses échanges économiques. Aujourd'hui, la saturation du trafic maritime et routier vers les centres industriels à partir des ports de la Mer du Nord a un coût économique, social et environnemental énorme. Cela permet d'imaginer des solutions de rechange où les ports plus modestes de la façade atlantique ont un rôle à jouer.

Les Bonnets Rouges : Quel pourrait être ce rôle ?

Yves Le Bahy : Il faut se rappeler que la puissance maritime japonaise repose sur le fonctionnement intérieur d'un réseau qui relie les 6 grands ports du Japon avec les centaines de

petits ports disséminés le long des côtes de l'archipel.

En Europe aussi, les ports de taille modeste ont un rôle à jouer, de par la souplesse de leur capacité à s'adapter rapidement à un marché. Et puis les petits ports ont souvent des créneaux qui n'intéressent pas les grands. Ainsi, Cherbourg est devenu de cette façon le port européen du granit. Les petits ports sont en outre plus adaptés au cabotage. Si les ports bretons, de Nantes - St Nazaire à St Malo, en passant par Lorient, Brest, St Briec et tous les petits ports, créaient un réseau en jouant la complémentarité, ils pourraient organiser le cabotage sur tout l'espace européen de la façade atlantique. La position géographique de la Bretagne dans cet espace favorise grandement ce rôle.

Yves le Bahy

MONDIALISATION

L'importance du mouvement qui mobilise les travailleurs contre le démantèlement annoncé du groupe Thomson révèle qu'au delà d'une opération parfaitement scandaleuse, c'est la démocratie qui est en danger.

La privatisation du groupe Thomson n'est, en effet, que l'un des résultats d'une offensive sans précédent du grand capital, tant sur le plan idéologique que sur le plan politique. Et cette offensive est relayée dans l'Hexagone par le gouvernement de Messieurs Juppé et Chirac.

Depuis l'effondrement du système communiste, les grands groupes de la finance internationale ont engagé avec la "pensée unique" une campagne idéologique gigantesque prenant sa source au cœur des grandes institutions économiques et monétaires : banque de France, banque Mondiale, Fonds Monétaire International.

Qu'est ce que la pensée unique ? C'est un raisonnement à prétention universelle qui, sous une forme dogmatique traduit les intérêts d'un ensemble de puissances économiques, en

particulier, celles du grand capital. C'est une doctrine redoutable, puissamment diffusée par toutes sortes de leaders d'opinion selon laquelle "l'économie l'emporte sur le politique". Cela signifie que la compétitivité, la baisse des coûts salariaux, la concurrence, sont des vertus souveraines, et non la solidarité, la justice sociale, la qualité de la vie et de l'environnement. Alain Minc est un chantre de cette nouvelle vision du monde quand il dit : "la démocratie n'est pas l'état naturel de la société. Le marché, oui." Cette idéologie inspire aujourd'hui le gouvernement français pour qui démocratie rime avec démantèlement du secteur nationalisé, avec arbitrage systématique en faveur des revenus du capital aux dépens de ceux du travail. La privatisation du groupe Thomson est une application inquiétante de cette philosophie politique, contre laquelle il est heureux que la résistance s'organise.

On aura compris que ce sont désormais les marchés financiers qui imposent leurs quatre volontés aux dirigeants politiques. Dans le cadre économique actuel, où les maîtres de la finance triomphent, la cohésion sociale se défait peu à peu, et de plus en plus de citoyens

marginalisés par la misère, sont incapables d'accéder aux libertés fondamentales. Pendant que s'étirole le jeu des institutions démocratiques, le montant des transactions financières est cinquante fois supérieur à celui des transactions concrètes de biens et de services !

Avec les coups portés au groupe Thomson, le gouvernement se soumet à la dictature des marchés financiers. Une fois de plus, le centralisme parisien sert les intérêts de la concentration capitaliste, source de déséquilibres régionaux et d'inégalités sociales. A l'opposé de cette logique, nous pensons que la décentralisation, voire le fédéralisme, sont des outils plus adaptés pour résister aux pressions des lois du marché, pour renforcer la démocratie et la justice sociale, et pour favoriser un développement basé sur nos propres richesses.

Stéphane PEAN

Membre du Bureau Politique de l'Union
Démocratique Bretonne

LOUIS AMINOT, ANCIEN DE L'ARSENAL, ANCIEN DU PC, VICE-PRÉSIDENT DE LA CUB... MEMBRE DE L'AUTRE GAUCHE DES PAYS DE BREST

Louis Aminot : On nous présente comme des spécialistes de la reconversion que nous ne sommes pas. Je crois que ce qu'on a eu comme mérite, c'est de percevoir suffisamment tôt les évolutions. On n'est pas les seuls, mais en tout cas, mon mouvement, y trouve des racines. Il faut dire d'abord que ce qui arrive à Brest, Cherbourg, Lorient ou Toulon, était prévisible, et les premiers signes visibles étaient dans les évolutions des ventes d'armes au plan international. La charnière pour les économistes, c'est en gros la guerre Iran - Irak et l'implosion du système à l'Est. A ce moment, il y a eu une évolution.

Les Occidentaux ont eux tout de suite commencé à rectifier leur politique en terme de défense, et nous, en France, on a traîné les pieds. La responsabilité de la gauche et de la droite, est lourde. La gauche parlementaire communiste, et socialiste, les deux ! Ensuite, la reconversion est malheureusement présentée par un courant syndical, comme la liquidation du potentiel industriel et des droits sociaux et démocratiques des personnels. Cela veut dire qu'on se heurte à ce que l'on peut appeler une difficulté socioculturelle réelle.

F.B. : Est-ce qu'il n'y a pas une contradiction, avec les idées fondamentales des syndicats, qui a priori, sont des syndicats pacifistes ?

L. Aminot : C'est intéressant de regarder dans l'histoire récente de la Libération à nos jours. Durant plusieurs années d'abord, la DCAN n'a fait que des bateaux civils. C'est dans le contexte de la reconstruction de Brest. La situation était différente. Il fallait refaire la marine marchande. Mais à l'époque, il était mis en place des "comités mixtes à la production" qui étaient une sorte d'instance mettant en présence les cadres, les ingénieurs et les personnels élus au suffra-

ge universel. Ils permettaient au personnel, par le biais des syndicats, de connaître les conditions d'organisation du travail dans l'établissement Arsenal. Et durant toute cette période-là, les syndicats, notamment CGT, CFTC de l'époque se sont battus pour que l'activité nouvelle de l'arsenal après la guerre, puisse se développer. Et cette culture de reconversion en terme de société, a été forte jusqu'à la fin des années 70.

Jusqu'au moment du rapport Kanapa où le Parti Communiste dit que dans l'hypothèse d'une victoire de la gauche et de son accession au gouvernement, on sera amenés à maintenir la force de frappe. Langage nouveau puisque jusque là, toute la gauche se battait contre, en prévoyant dans l'hypothèse de son accession au pouvoir, d'imaginer une sortie du nucléaire militaire. Dans l'année qui suit la décision communiste, les socialistes font la même chose. Cela veut dire qu'en 81, non seulement on maintient la force de dissuasion nucléaire, mais on n'utilise pas les comités mixtes à la production qui auraient permis aux travailleurs de jouer un rôle plus grand dans l'organisation de l'entreprise. Au moment où l'on promulgue les lois Auroux elles ne sont pas applicables à l'arsenal, et c'est la gauche qui élimine les comités mixtes à la production. En fait l'autonomie de penser, de démarches et de réflexions de la gauche syndicale, se trouve complètement annihilée. L'organisation du travail avait déjà commencé à changer depuis la sortie des premiers sous-marins, mais la militarisation de la vie dans l'établissement se poursuit, notamment par des contrôles accrus. Je crois que tout cela a contribué à faire que, l'idée de la possibilité de production civile à l'arsenal était abandonnée. Et la responsabilité de la gauche politique et syndicale y est engagée.

F.B. : Quelle volonté politique peut faire changer les choses ? Et devant une diminution inéluctable des armements, comment peut-on conserver les savoir-faire et les emplois ?

L. Aminot : On ne reviendra pas au temps d'avant. Les choses bougent, par exemple, la réalité sociale fait que tous les personnels ne se trouvent pas dans une situation d'égalité devant le problème. En effet, tout le secteur de la sous-traitance est fragilisé. Et par conséquent, ces personnels-là sont plus sensibles à l'idée de reconversion vers un développement des activités industrielles. La reconversion, y compris des professions, des métiers, c'est possible, à la condition qu'on se mette tous à chercher les activités industrielles susceptibles de faire la transition.

(Extrait de propos recueillis par Frankiz Breizh)

DÉCIDER LOCALEMENT

"Un manque cruel de centres de décision locaux". Ce n'est pas la revendication d'autonomistes ou de régionalistes, mais le constat que font les techniciens chargés de mettre en œuvre les "mesures d'accompagnement" du plan Millon. Les divers groupes de travail qui ont été constitués butent régulièrement sur cet obstacle : les représentants de l'Etat n'ont aucune marge de manœuvre, doivent constamment rendre compte aux divers ministères, attendre des réponses qui sont toujours lentes et parfois contradictoires. Quant aux groupes industriels, certains, à l'exemple de Meunier, savent réagir avec rapidité, mais leurs réponses se heurtent à la rigidité centraliste des procédures étatiques.

POURQUOI " NON AU PLAN MILLON "

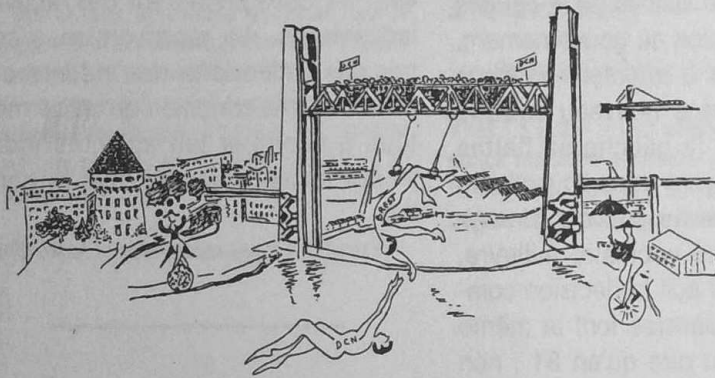
Un plan qui se propose de réduire le nombre des casernes, qui se donne comme perspective une diminution massive des dépenses militaires, voilà qui devrait nous plaire, n'est-ce pas ?

Eh bien non, résolument non, et pour deux raisons essentielles :

D'abord parce que la réduction du budget des Armées aurait dû servir à en augmenter d'autres. Par exemple celui de l'Éducation, qui stagne, qui laisse à la porte des enseignants, qui maintient trop de classes chargées. Ou celui du logement qui ne se maintient qu'au prix d'acrobaties comptables et de taxation des offices de HLM. Ou encore celui de l'action sociale, qui ne trouve aucun moyen significatif supplémentaire...

Ensuite, parce que sa brutalité est porteuse de chômage, de difficultés sociales sur nombre de sites dont Brest. Parce qu'il ne prévoit aucune alternative aux disparitions d'emplois, parce qu'il n'est accompagné d'aucune mesure réelle de reconversion.

Le slogan "Non au plan Millon," est parfois repris, à Brest, pour revendiquer le retour à la situation des années passées. S'il en est simplement ainsi, on ne peut être d'accord. Car une transformation du "tout défense" est nécessaire à l'avenir de la ville. Mais pas au prix d'un abandon de l'outil industriel, des savoir-faire en construction navale. Et surtout pas au prix de disparitions massives d'emplois.



RIEN PLUTOT QUE QUELQUE CHOSE ?

"Rien plutôt que quelque chose", ou "pas de biffins dans mon canot". Et encore moins de civils ! Ce sont quelques variantes de ce qu'on a parfois l'impression d'entendre quand il est question de diversification de l'arsenal.

Un outil industriel, c'est fait pour travailler; et s'il n'y a plus de commandes militaires, il faut répondre aux appels d'offres civils internationaux. Or la D.C.N. marque peu d'empressement à monter de tels dossiers et ce sont les services de la C.U.B qui doivent - en ce domaine - faire le forcing à sa place.

Il y a trois ans, la construction d'une barge géante en béton, pour Bouygues-Off-Shore, avait ainsi échappé à Brest (pour Marseille), faute de coopération entre la réparation navale civile et la D.C.N. La construction d'une telle barge aurait monopolisé les formes de la réparation civile, et il aurait fallu, pendant les neuf mois de gestation du gros bébé, que certains travaux civils avec des clients réguliers du réparateur aient lieu à l'arsenal. Ce fut un "niet" sans appel...

Aujourd'hui, un marché de même nature, mais à une échelle plus grande encore est du domaine du possible. Le site de Brest a l'outil et les compétences. La D.C.N. est en perte dramatique de charge, mais ne semble pas enthousiaste pour un tel projet. Au motif qu'il faut rester disponible si une commande militaire - totalement inattendue - apparaissait !

On croit rêver : mais pourvu que cela ne tourne pas au cauchemar.

DIVERSIFICATION, RECONVERSION ?

"Reconvertir l'arsenal, pour que faire ? Fabriquer des casseroles ?" longtemps la boutade a servi à évacuer toute discussion sérieuse sur le sujet et le mot de reconversion est encore largement tabou; l'employer signifierait qu'on a renoncé à la présence de l'industrie de Défense et, à terme au rôle que continue de jouer la région brestoise dans le dispositif militaro-industriel...

Souvent, c'est de diversification que l'on parle. Mais, dans ce terme, chacun ne met pas le même contenu. Pour les uns - c'est le cas au ministère de la Défense - il s'agit de prospecter à l'extérieur, principalement dans les pays du Tiers-Monde qui cherchent à s'armer, des marchés que la France ne passe plus. C'est une voie, indépendamment de son aspect moral, qui n'offre guère d'avenir pour Brest.

Pour d'autres, il s'agit d'ouvrir l'outil industriel que constitue l'arsenal, à des constructions civiles. Mais le marché est étroit, la concurrence très rude et la savoir-faire commercial presque inexistant ...

Enfin, il peut aussi s'agir d'œuvrer à l'échelle d'une agglomération, en faisant en sorte qu'elle soit moins dépendante d'une mono-industrie. C'est un travail que Brest a commencé depuis longtemps, avec la création d'une université, celle du technopole, la construction d'un ensemble sans équivalent de chercheurs dans le domaine des sciences de la mer, la venue d'écoles de haut niveau ... Ce volet de la diversification est le seul, à moyen terme, qui soit porteur de développement et son accélération est un enjeu considérable.

Mais changer à ce point le fonctionnement d'une agglomération, n'est-ce pas déjà reconvertir ? Et, entre un porte-avions et une casserole, il nous semble qu'il y a place pour bien des intermédiaires...

Ont écrit (ou dessiné...) dans ce numéro des "Bonnets Rouges", Alain Kervern, Josiane Madec, Pierre Fourel, Annaig Moal, Jean Guegueniat, Stéphane Péan.
"Les Bonnets Rouges" est le journal des Elus Frankiz Breizh du Pays de Brest.
46 rue Branda - 29200 BREST - Tel : 02 98 46 22 73
Responsable de la publication : Jean GUEGUENIAT
Imprimé par BUREAU 2000 - 02 98 40 26 94

Vous souhaitez continuer à recevoir le journal les "Bonnets Rouges",
Abonnez-vous.

Abonnement annuel ordinaire 40 F

Abonnement de soutien 100 F

Libellez vos chèques à l'ordre de :

Frankiz Breizh - 46 rue Branda - 29200 BREST